

DÉPARTEMENT DE LA SOMME

Élections Législatives du 18 novembre 1962

2e Circonscription

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Électrices, Électeurs,

Le 18 novembre, vous élirez votre député à l'Assemblée Nationale. Ce sera l'occasion d'exprimer votre opinion sur la politique du régime de pouvoir personnel.

Les résultats du référendum, où de Gaulle a perdu 5 millions de suffrages, portent un coup sérieux au pouvoir personnel. Dans notre département, les « OUI » ont perdu plus de 38.000 voix depuis 1958 (6.550 à Amiens), alors que les « NON » en gagnaient près de 26.000. C'est là le premier résultat de la convergence des forces démocratiques.

Pour compléter ce premier succès, vous voterez pour **Georges PELLERIN.** Le Parti Communiste Français ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel ; il l'a toujours combattu. En votant pour son candidat, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

QUEL EST LE BILAN DU POUVOIR ?

LA HAUSSE DU PRIX DE LA VIE ET SES CONSÉQUENCES :

— la réduction du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés ;

— la dépréciation des allocations familiales ;

— l'aggravation de la situation des vieux (malgré le maintien de la vignette-auto).

LE SOUTIEN AUX MONOPOLES CAPITALISTES ENTRAINANT :

— l'opposition aux augmentations de salaires ;

— l'aggravation des difficultés des artisans et petits commerçants ;

— l'inquiétude pour les petits paysans, menacés de disparition, en faveur des grandes exploitations capitalistes.

LA LAICITÉ FOULÉE AUX PIEDS :

— la loi de l'U. N. R, Debré qui accorde des crédits à l'enseignement confessionnel ;

— le manque de classes, d'écoles techniques, de lycées (très sensible dans notre région), par suite du refus gouvernemental d'accorder les crédits indispensables.

LA JEUNESSE SANS PERSPECTIVE D'AVENIR :

— le manque de débouchés, par le refus des monopoles, intéressés au seul profit, de mettre en valeur toutes les richesses nationales ;

— l'absence d'installations sportives, de piscines, etc.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O. A. S. (Jouhaud, Salan, Bidault, Soustelle, etc.).

En politique extérieure, le sort de la France est lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer, avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche ; l'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse.

Au lieu de freiner Kennedy dans son entreprise de guerre contre Cuba, le pouvoir l'a appuyé, au risque de livrer notre pays aux horreurs d'une guerre nucléaire.

Enfin, la guerre d'Algérie aurait pu se terminer plus tôt si le pouvoir, en 1958, n'avait continué à s'accrocher désespérément au mythe de l'Algérie française, au lieu d'aborder immédiatement la négociation préconisée par les communistes depuis 1954.

CONTRE LE RETOUR AU PASSÉ

La preuve est faite : La Ve République a encore aggravé les tares de la IVe.

Quelles étaient ces tares ?

— ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social;

— des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction ;

— les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces méthodes politiques périmées.

Quant au « Cartel des NON », qui allie les indépendants et le M. R. P. aux radicaux et aux socialistes, n'est-ce pas, sous une nouvelle forme, un retour aux funestes apparentements de 1951 ? N'est-ce pas cela, la politique du passé ? Qui peut faire confiance aux indépendants et à Paul Reynaud pour défendre la classe ouvrière et l'école laïque ? Les tractations électorales DOUBLET-DELABIE ne montrent-elles pas que ce genre d'accord ne s'effectue que dans un sens favorable à la réaction ? La valeur de cette alliance peut encore s'apprécier à la position du sénateur indépendant Capelle qui, dans la Somme, a appelé à voter OUI.

BATTRE L'U. N. R. ET LA RÉACTION

La politique du gouvernement a été approuvée aveuglément par l'U. N. R. Elle a le plus souvent reçu le soutien du M. R. P. et des Indépendants.

Elle n'a été possible que par le truquage électoral : Le Parti Communiste Français : 3.900.000 voix en 1958, 10 élus ; l'U. N. R.: 3.620.000 voix, 206 élus !

Or, une forte opposition communiste à l'Assemblée aurait permis, à tout le moins, de freiner l'action nocive du pouvoir.

Après le référendum, nul ne conteste plus que le Parti Communiste Français constitue l'obstacle le plus solide au pouvoir personnel. Aussi apparaît l'urgente nécessité d'un important groupe parlementaire communiste à l'Assemblée.

TOURNÉS RÉSOLUMENT VERS L'AVENIR.

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti ; c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques. L'union des républicains est indispensable. Nous approuvons les nombreux accords, réalisés dans de nombreux départements, entre les communistes, les socialistes, les radicaux. C'est ainsi que, dans 15 départements, le NON a triomphé.

Dans cet esprit, le Parti Communiste Français vous propose un programme qui prévoit :

Dans le domaine politique :

— l'élection à la proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment la SOUVERAINETÉ DU PEUPLE et la révocabilité des élus, la RESTAURATION DE LA LAICITÉ de l'école et de l'Etat, la libre activité des Partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la Radio et de la Télévision.

Dans le domaine économique et social :

— la nationalisation des monopoles capitalistes, la participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises ;

— l'augmentation générale des salaires, traitements et retraites et la suppression des abattements de zone ;

— la construction massive d'H. L. M. avec des loyers abordables ;

— une réforme démocratique de la fiscalité ;

— l'aide aux exploitations agricoles et le soutien de la coopération agricole ;

— une réforme démocratique de l'enseignement.

En politique extérieure :

— une politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général ;

— l'opposition aux entreprises du militarisme allemand, condition de la nécessaire réconciliation avec le peuple allemand ;

— la coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Ce programme, qui permettrait d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique.

Pour manifester votre volonté d'aller dans cette voie, VOTEZ POUR :

Georges PELLERIN

Cheminot, Conseiller Municipal de Longueau.

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Remplaçant éventuel : Lucien MÉNIS, employé, membre du Bureau Fédéral du P. C. F.

Vu : Le Candidat.

Amiens, Imp. du « Courrier » - Nov. 62